

Texto para Discussão 013 | 2025

Discussion Paper 013 | 2025

Face au choc de la Covid19 et de la guerre en Ukraine, la surprenante résilience du mode de régulation de l'économie française.

Mickaël Clévenot

Analyse, Crises et Transitions, Sorbonne Paris Nord, MCF Université de Bourgogne
mickael.clevenot@u-bourgogne.fr
[https://ORCID 0000-0002-3976-9373](https://orcid.org/0000-0002-3976-9373)

Alexis Saludjian

Professeur Associad, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Instituto de Economia
saludjian@ie.ufrj.br
<https://orcid.org/0000-0001-6115-1417>

This paper can be downloaded without charge from

<https://www.ie.ufrj.br/publicacoes-j/textos-para-discussao.html>



Face au choc de la Covid19 et de la guerre en Ukraine, la surprenante résilience du mode de régulation de l'économie française.

Octobre, 2025

Mickaël Clévenot

Analyse, Crises et Transitions, Sorbonne Paris Nord, MCF Université de Bourgogne
mickael.clevenot@u-bourgogne.fr
[https://ORCID 0000-0002-3976-9373](https://ORCID.0000-0002-3976-9373)

Alexis Saludjian

Professeur Associad, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Instituto de Economia
saludjian@ie.ufrj.br
<https://orcid.org/0000-0001-6115-1417>

Résumé

Cet article¹ analyse la surprenante résilience du régime de croissance financiarisé français face aux chocs successifs de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Malgré ces crises et des tensions sociales croissantes, le mode de régulation continue de se rapprocher du modèle néolibéral. Notre étude s'appuie sur un cadre théorique combinant la théorie de la régulation et l'analyse marxiste-gramscienne pour comprendre la persistance de cette tendance. Nous montrons que la politique du "quoi qu'il en coûte" n'a constitué qu'une parenthèse temporaire sans remettre en cause l'orientation néolibérale fondamentale. La première section traite, en se bornant à la période antérieure à la pandémie de Covid-19 en 2020, de l'insertion du mode de

¹ Une version préliminaire de cet article a été présenté au séminaire « The History of Regulation Theory and its Contributions to the Analysis of Global Capitalism Following the Covid-19 Crisis », Université Paris 1 (Septembre 2022). Il a également été discuté lors du Colloque postkeynésien de Lille 2023 : Economic possibilities for our grandchildren...90 years later. Une version fortement remaniée a ensuite été présentée lors d'une journée d'étude du Liris ESR² -actualités de la recherche post-Keynésienne, le 22 mai 2025.

régulation français dans le régime financiarisé global et en dégageant notamment le régime macro-économique et les transformations du rapport salarial. La deuxième section discute des politiques durant et après la pandémie de Covid-19 et analyse la résilience du régime financiarisé français. Nous concluons l'article sur la fragmentation des oppositions, l'hégémonie du bloc bourgeois et l'absence d'alternative cohérente qui expliquent cette résilience paradoxale.

Abstract

This article attempts to analyze the surprising resilience of the French financialized growth regime in the face of successive shocks from Covid-19 and the war in Ukraine. Despite these crises and growing social tensions, the mode of regulation continues to move closer to the neoliberal model. Our study draws on a theoretical framework combining regulation theory and Marxist-Gramscian analysis to understand this persistence. We demonstrate that the "whatever it takes" policy constituted only a temporary parenthesis without challenging the fundamental neoliberal orientation. The first section deals with the period prior to the Covid-19 pandemic in 2020, and looks at how the French regulatory system fits into the global financialized regime, highlighting in particular the macroeconomic regime and transformations in the wage relationship. The second section discusses policies during and after the Covid-19 pandemic and analyzes the resilience of the French financialized regime. The article concludes with a discussion of the fragmentation of opposition forces, the hegemony of the bourgeois bloc, and the absence of coherent alternatives which explain this paradoxical resilience.

Mots-clés: Théorie de la régulation, Financiarisation, Néolibéralisme, Hégémonie gramscienne, Bloc bourgeois, Mode de régulation

Keywords: Regulation theory, Financialization, Neoliberalism, Gramscian hegemony, Bourgeois bloc, Mode of regulation

Codes JEL: **B51** - Économie politique socialiste, marxiste et institutionnelle, **E61** - Politique fiscale, **P16** - Économie politique; institutions économiques générales, **B52** - École institutionnelle et évolutionniste, **E12** - Théorie économique générale et enseignement; macroéconomie.

Introduction

Le Covid a produit un choc très important sur l'économie et les institutions si bien qu'on aurait pu penser qu'une bifurcation du mode de régulation était possible si ce n'était nécessaire (Boyer, 2021). La politique du « quoi qu'il en coûte » a constitué une adaptation importante qui aurait également pu apparaître comme le signe d'un changement de doctrine (Clévenot et Saludjian, 2022). Mais c'est plus l'incertitude et la sidération du moment qui ont suscité cet instant keynésien. Les discours sur « le monde d'après » n'auront été qu'une parenthèse tandis que les réformes structurelles de libéralisation sont demeurées l'objectif premier du pouvoir à travers sa déclinaison de la politique d'offre.

Malgré la succession des chocs, cinq années après le premier confinement nous ne percevons pas de changement de régime. Le bloc politique dominant malgré l'alternance des partis de gouvernement poursuit la remise en cause du compromis hérité de l'après-guerre. Le compromis fordien contrairement à une vision superficielle des « 30 glorieuses » n'a pas reposé uniquement sur les performances économiques et sociales de l'époque, mais tout autant sur l'équilibre relatif des rapports de force des deux blocs dominants de l'époque dans le contexte de la guerre froide : le groupe gaulliste-républicain, face au bloc socialo-communiste.

Cet équilibre précaire a été rompu à la fin des années 1970, où les puissances salariales ont menacé un temps l'ordre capitaliste. Les forces du capital ont repris le dessus à travers les politiques de libéralisations tous azimuts en Angleterre puis aux États-Unis. Ce mouvement s'est diffusé plus ou moins rapidement au reste du monde y compris en France pour former le régime financiarisé. Malgré les nombreuses contestations politiques qu'il suscite, il se maintient. Cette résilience n'est toutefois pas à chercher dans une adhésion pleine et entière de la population, mais plus certainement dans un

manque d'alternative jugée crédible et cohérente, ainsi que dans la puissance idéologique du social-libéralisme.

La fragmentation des conflits, les questions d'identités ou encore les critiques culturelles tendent à remplacer et à neutraliser les critiques plus en lien avec les questions économiques, le conflit distributif. Le « réalisme capitaliste » décrit par M. Fisher (2009) tend à installer l'idée que rien ne serait plus possible en dehors du libéralisme économique. Dans ce contexte, les contestations catégorielles, pas suffisamment structurées ne parviennent pas à modifier l'orientation néolibérale du mode de régulation. Cette situation reflète également les effets de la tripartisation de l'échiquier politique français où une minorité parvient à s'imposer face à une majorité divisée ce qui tend à renforcer les intérêts du bloc bourgeois (Cagé et Piketty, 2023).

Dans ce travail nous nous inscrivons dans le prolongement des travaux d'Amable et Palombarini (2005, 2018, 2022), qui ont permis une réintégration significative de l'économie politique dans l'analyse régulationniste. Notre contribution propose toutefois un éclairage complémentaire : les modifications du périmètre des coalitions politiques au pouvoir, si elles peuvent être interprétées comme des crises politiques, ne constituent pas pour autant une crise du mode de régulation. En réintroduisant une analyse marxiste centrée sur les conflits de classes, nous suggérons que ces reconfigurations politiques ne modifient pas fondamentalement les rapports de classe sous-jacents, ni la dynamique d'ensemble du mode de régulation en voie de financiarisation de la France. Les transformations institutionnelles peuvent paradoxalement servir à renforcer les rapports de domination existants plutôt qu'à les remettre en question.

Notre analyse se déploiera en deux temps. La première section exposera le cadre théorique d'une Théorie de la Régulation étendue (TR3) puis identifiera les

caractéristiques essentielles du régime financiarisé global, et analysera la trajectoire française au sein de ce régime, depuis la crise fordienne des années 1970 jusqu'à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. La seconde section analysera la situation à partir de 2020, soulignant l'importance du politique pour mieux comprendre la résilience du mode de régulation poursuivant ainsi l'approfondissement du cadre régulationniste.

1 Insertion du mode de régulation français dans le régime financiarisé global

Notre objectif ici est de présenter de manière synthétique les principaux éléments de ce régime pour mieux comprendre et analyser dans quelle mesure la France s'insère dans la dynamique de ce régime financiarisé global.

1.1 Notre cadre théorique et le Régime global financiarisé

Nous conservons la grille de lecture des transformations du capitalisme français à travers les cinq formes institutionnelles usuelles : rapport salarial, monnaie, concurrence, État, insertion dans la division internationale du travail issue de la première génération de la Théorie de la Régulation (TR1). Cette analyse s'inscrit également dans le sillage de l'approche néoréaliste développée depuis 2005 par B. Amable et S. Palombarini. Celle-ci tente de renouer avec l'approche originelle de la théorie de la régulation dans laquelle les conflits sociaux jouent un rôle déterminant dans la structuration des relations économiques, sociales et politiques que nous rattachons plus explicitement à la tradition marxiste.

Depuis le début des années 1990, la domination du néolibéralisme en France est partiellement masquée par une forme d'hégémonie à la Gramsci (1975). Deneault (2016) forme l'expression d'extrême centre pour désigner cette configuration.

L'hégémonie politique du consensus néolibéral est congruente avec les intérêts du bloc bourgeois. Elle se présente comme raisonnable, modérée et porteuse de l'intérêt général. Le bloc dominant parvient ainsi à présenter son intérêt particulier comme représentant l'intérêt général alors que ce n'est pas toujours le cas. L'hégémonie culturelle apparaît ici lorsque le bloc dominant parvient à masquer sa domination aux dominés en faisant passer son intérêt particulier pour l'intérêt général. À la manière de Lordon (2013), on pourrait aussi dire : « Le propre de la domination accomplie est de se faire oublier comme domination, c'est-à-dire de produire l'adhésion à l'ordre qu'elle institue en le faisant apparaître comme allant de soi, naturel, indépassable. »

Cette doctrine est parfois désignée par l'expression de troisième voie ou par l'oxymoron de social-libéralisme. En dehors de cette perspective néolibérale, les alternatives sont présentées comme peu sérieuses et/ou démagogiques, alors même que d'autres choix institutionnels demeurent possibles. L'impossibilité de sortir de cet imaginaire politique étroit en constitue une forme d'extrémisme puisqu'il constitue une négation du politique comme champ des possibles et des choix. Cette posture renforce les rancœurs et les frustrations, car les réformes libérales qu'il préconise afin d'accroître la compétitivité et la productivité sont essentiellement subies par les classes dominées. À cet égard, le social-libéralisme partage avec le néolibéralisme une conception de l'individu comme sujet autonome, maître de ses choix et responsable de sa destinée. Lorsque cette vision idéologique est prise pour la réalité sociale effective, elle produit un double effet pernicieux qui éclaire le malaise français contemporain. D'un côté, elle légitime et renforce les rapports de domination existants en naturalisant les inégalités. De l'autre, elle alimente les frustrations de ceux qui, malgré leurs efforts, ne parviennent pas à transformer leur condition et n'arrivent pas à s'expliquer pourquoi sauf à se penser comme inadaptés.

1.2 Financiarisation, sous-investissement, inégalités, globalisation et délocalisation

La globalisation financière présente un bilan contrasté. Si elle a contribué à l'élévation du niveau de vie d'une part importante de la population mondiale, notamment en Asie, elle a également engendré une amplification des inégalités. Ce phénomène s'observe dans les pays avancés et avec encore plus d'acuité dans les pays émergents. Les populations les plus éduquées, les mieux intégrées à la mondialisation en captent majoritairement les bénéfices, sans véritable effet de ruissellement vers les autres strates sociales. Les néo-schumpétériens ont voulu croire que ce régime où la finance joue un rôle très important pourrait produire des effets positifs de disruption : remise en cause des monopoles, innovations, gains pour les consommateurs (Aghion et Howitt, 1998). Mais les gains envisagés tardent à se matérialiser et des inconvénients sous-estimés tels que la concentration du capital, la montée des inégalités et le maintien d'une faible productivité conduisent à relativiser les performances de ce régime.

Ce dernier se caractérise par un rapport salarial dominé par la financiarisation dont la puissance se trouve renforcée par la globalisation et la digitalisation, l'économie des plateformes. L'épisode inflationniste entre 2021 et 2023 a été majoritairement lié à des mécanismes d'inflation importée en raison de la montée des prix de l'énergie, des matières premières, des dérèglements dans les chaînes de production globalisées ainsi que la formation d'une inflation tirée par les profits. La spirale prix salaire ne s'est pas enclenchée comme cela a pu être redouté par les banques centrales qui ont paru surréagir de ce point de vue. Les pertes de pouvoir d'achat des salariés soulignent leur défaite dans le conflit distributif. Mais la captation des profits par la sphère financière s'inscrit dans une transformation plus profonde du capitalisme contemporain. En parallèle, on observe une inflation des prix d'actifs qui apparaît comme le miroir de la désinflation réelle. Les innovations importantes n'arrivent pas à se matérialiser dans les statistiques de productivité, ce qui donne lieu à un nouveau paradoxe de Solow. La

dimension centrée sur l'extraction de la valeur du régime peut en partie expliquer ce blocage. Cette logique contraste fortement avec le modèle fordiste antérieur, où la valeur des entreprises était directement corrélée aux performances économiques observées. Cette configuration favorise la formation de bulles et de déséquilibres financiers de diverses natures.

Cette transformation structurelle génère un dynamisme de croissance instable qui repose désormais principalement sur des cycles d'endettement et de bulles spéculatives. Dans ce contexte, le soutien monétaire joue un rôle crucial pour solvabiliser la demande globale par l'endettement, afin d'éviter le risque de déflation. Ce processus s'est déployé en plusieurs phases : l'endettement des entreprises dans le cycle de la nouvelle économie, l'endettement des ménages avec la bulle immobilière, l'endettement des États et des banques centrales pour faire face aux conséquences des différentes crises, ainsi qu'une dérive à la baisse de la fiscalité sur les entreprises et le patrimoine.

Au niveau macroéconomique, il existe peu de preuves tangibles concernant les gains de productivité globaux de ce régime hormis une petite accélération avec les TIC au virage des années 2000 aux États-Unis (Gordon, 2016 ; OCDE, 2019). Ce régime, excluant tant pour certaines entreprises que pour de nombreux ménages, reflète la logique marxienne de concentration du capital et d'accroissement des inégalités (Piketty, 2013; Milanovic, 2019). Après près de trois décennies dominées par une logique financière court-termiste, des effets à long terme commencent à se manifester, notamment la fragilisation des infrastructures et le recul de l'accès à l'éducation ou à la santé. Les bases non capitalistes nécessaires au soutien de l'accumulation du capital sont fragilisées en raison d'un sous-investissement durable dans les services et biens collectifs. Ces difficultés s'accompagnent d'une baisse des gains tirés de la mondialisation. Néanmoins, les entreprises transnationales ont continué d'exercer une influence déterminante sur

la dynamique du capitalisme contemporain. Face à cette nouvelle réalité, les grandes puissances économiques ont opéré un revirement stratégique significatif, abandonnant progressivement leur posture pro-libéralisation antérieure, marquant un divorce entre les intérêts des firmes multinationales et les intérêts nationaux, les gains de la mondialisation jamais n'ayant réellement pu être partagés entre les différents groupes sociaux.

1.3 Dynamiques politico-économiques du capitalisme financiarisé : une approche en termes d'économie politique (TR3)

La domination de la sphère financière sur l'économie réelle se traduit de nombreuses façons, distribution des revenus, évolutions des patrimoines transformation du rapport salariale et politique.

1.3.1 Les mécanismes macro-financiers du régime financiarisé

La macroéconomie du régime financiarisé a été décrite à de nombreuses reprises (Aglietta et Reberlioux 2004, Boyer 2011, Hein 2012), nous rappellerons ici quelques mécanismes qui nous semblent fondamentaux pour comprendre les transformations structurelles du capitalisme contemporain. En premier lieu, la valorisation de nombreuses entreprises repose largement sur l'espérance de revenus futurs, avec parfois des erreurs de prévision considérables. La logique de valorisation des entreprises dans le régime financiarisé tournée vers l'avenir contraste fortement avec celle du fordisme, plutôt tournée vers le passé. Boyer (2011) souligne ainsi que la valeur des entreprises peut être fortement déconnectée de la réalité. Cette configuration favorise la formation de bulles et de déséquilibres financiers de diverses natures. Cette dynamique illustre ce qu'Orléan qualifie de « bulles rationnelles », où la valeur financière se détache progressivement des fondamentaux économiques dans un processus autoréférentiel. Dans "L'Empire de la valeur" (2011), Orléan a d'ailleurs progressivement

abandonné l'idée de valeur fondamentale pour insister sur la dimension purement conventionnelle de la valorisation financière.

La valeur actionnariale ou la discipline de marché décrite par Aglietta et Reberlioux (2004) tend à imposer aux entreprises des comportements financiers et d'investissement qui ne sont plus uniquement centrés sur la recherche de la puissance économique comme à l'ère du nouvel état industriel de Galbraith (1967), mais cherche plutôt à se prémunir des rachats hostiles en maximisant leur valeur de marché. Ceci peut les pousser à racheter leurs propres actions voire à s'endetter pour y parvenir, ce qui semble contraire à une logique d'accumulation physique et de croissance. Ces politiques financières participent d'une destruction de l'information, où les indicateurs comptables sont pris pour les résultats économiques réels (voir Enron, 2001). Cette instabilité systémique constitue une caractéristique fondamentale du capitalisme actionnarial.

Enfin, Hein (2012) à travers une modélisation postkeynésienne parvient à établir un lien entre financiarisation et chute des gains de productivité, analysant comment les politiques malthusiennes de rétention des profits et de sous-investissement affaiblissent durablement la capacité productive des économies avancées. Le sous-investissement chronique, résultant de la priorité accordée aux dividendes et aux rachats d'actions, provoque une baisse structurelle des gains de productivité qui mine la compétitivité à long terme. À tel point que Boyer (2011) s'interrogeait sur la possibilité que les financiers parviennent à détruire le capitalisme ? En effet, cette logique de court terme, privilégiant la distribution aux actionnaires sur l'accumulation du capital, génère un cercle vicieux où la faiblesse de l'investissement productif réduit les gains de productivité futurs, contraignant les entreprises à accentuer encore davantage leur orientation financière pour maintenir leur rentabilité. Cette transformation structurelle génère une croissance instable, qui repose principalement sur des cycles d'endettement et de bulles spéculatives. Dans ce contexte, le soutien monétaire a joué un rôle crucial

et inédit pour solvabiliser la demande globale par l'endettement, afin d'éviter le risque de déflation. Ce processus s'est déployé en plusieurs phases à la faveur de différentes « petites crises » :

- L'endettement des entreprises dans le cycle de la nouvelle économie
- L'endettement des ménages avec la bulle immobilière
- L'endettement des états et des banques centrales suite à la crise des subprimes, Covid-19 et guerre en Ukraine.

À une dominance monétaire durant les années 1980 et 1990 a succédé une dominance budgétaire et financière, où le risque et la réalisation des crises imposent la monétisation des dettes par les banques centrales et un soutien budgétaire massif des États. Cette transformation importante de la politique économique participe de ce mouvement lampédouzien où pour ne rien changer du rapport des forces sociales, il est nécessaire d'opérer des sauts doctrinaux justifiés par l'urgence des crises. Mais ceci est également possible en raison du recul du pouvoir salarial face à la montée en puissance de la sphère financière, comme l'ont démontré les travaux de Chesnais (1994, 1997), l'inversion du rapport salarial fordien pour le dire en terme régulationniste. La conséquence de ces bouleversements a été l'extinction progressive de la dérive inflationniste caractéristique du régime fordien en dépit d'une forte monétisation. En fait, la création monétaire aura été largement aspirée par les investissements financiers dans une forme de trappe à liquidité ce qui se traduit par une inflation touchant désormais les actifs financiers et immobiliers plutôt que les biens et les services.

Le régime financiarisé se caractérise également par une logique rentière (Aglietta et Brand, 2019). La concentration des revenus et surtout du patrimoine qu'elle entraîne aurait dû conduire à une crise de surproduction classique. Des crises ont lieu, mais leur gestion par les différentes institutions publiques et privées permet le maintien de la logique rentière grâce à plusieurs mécanismes compensatoires. L'accès massif au crédit

a compensé la stagnation des bas salaires, à travers les crédits immobiliers et à la consommation, tandis que l'effet richesse lié à l'appréciation des actifs immobiliers et financiers a soutenu la demande des plus aisés. Streeck (2014) qualifie ce phénomène de « capitalisme sur crédit ». Mais ces transformations économiques sont accompagnées de transformations plus profondes.

1.3.2 Transformation du rapport salarial et les "machines à affects"

Ces transformations plus profondes touchent aussi au politique. Chaque mode de régulation est dominé par les intérêts d'un bloc politique dominant (Amable et Palombarini, 2005), celui-ci s'actualise en France comme un « bloc bourgeois » - qui s'appuie sur la finance et une captation partielle des institutions publiques pour maintenir et accroître sa puissance² (Amable et Palombarini, 2018). Cette configuration permet de comprendre les évolutions institutionnelles actuelles en approfondissant le cadre régulationniste traditionnel. Un contrôle partiel, mais suffisant de l'État lui permet

² Ce bloc politique ne doit pas être considéré comme homogène. Si la financiarisation et la gouvernance actionnariale peuvent apparaître comme un dénominateur commun - avec la recherche de faibles taux d'intérêt qui facilite l'investissement et accroît la valeur actionnariale - des tensions internes persistent. Globalement, une entente tacite émerge autour de la libéralisation du marché du travail, des politiques d'offre (baisse de l'impôt sur les sociétés, allègements de charges), de la flexibilisation des normes réglementaires et du maintien d'une fiscalité favorable au capital.

Cependant, des contradictions structurelles traversent ce bloc : l'inflation des prix immobiliers, bénéfique aux détenteurs de patrimoine foncier, pénalise la mobilité de la main-d'œuvre et les coûts salariaux, fragilisant la compétitivité industrielle. On retrouve ici une tension classique entre les intérêts "malthusiens" (propriété foncière, rente immobilière) et "ricardiens" (capital industriel, productivité). D'autres divergences apparaissent entre court-terme financier et investissements industriels de long terme, ou encore entre stratégies d'optimisation fiscale des multinationales et ancrage territorial national.

L'opposition unanime mais différenciée à la taxe Zucman illustre cette hétérogénéité : les ETI craignent une "spoliation" de leur patrimoine familial, les start-ups redoutent la taxation d'actifs non liquides, tandis que les grandes entreprises s'inquiètent des effets sur l'investissement international. Toutefois, les groupes dominés étant eux-mêmes fragmentés et opposés entre eux, ils ne parviennent pas à constituer un challenger crédible au bloc au pouvoir malgré ses tensions internes. Cette asymétrie - cohésion minimale suffisante du bloc dominant face à la dispersion maximale des oppositions - explique la "résilience paradoxale" du mode de régulation financiarisé français. Le système se maintient moins par sa solidité intrinsèque que par l'absence d'alternative politiquement viable, révélant comment la stabilité politique peut résulter de la faiblesse des oppositions plutôt que de la force du pouvoir.

d'assurer les transformations institutionnelles nécessaires à son maintien malgré les tensions qu'il crée ou bien grâce à elles, marquant ainsi la mesure de sa puissance.

Comme le souligne Lordon, cette domination ne se limite plus aux seuls rapports économiques comme dans la période fordienne, mais s'étend désormais aux subjectivités individuelles. Alors que le contrôle fordiste s'opérait directement à travers le rythme de la chaîne de production, le néolibéralisme repose sur l'auto-contrôle à travers des dispositifs comme le juste-à-temps et la lean production, où les travailleurs deviennent responsables de leur propre surveillance productive. Cette évolution marque une sophistication du contrôle où l'individu devient son propre surveillant par la canalisation de ses affects. Ces aspects organisationnels sont étendus à la sphère politique où l'individu est supposé devenir l'entrepreneur de lui-même. Ainsi, les institutions néolibérales captent directement les affects individuels pour les transformer en forces productives. La notion de « Start-up Nation » développée par le Président Macron constitue une illustration directe de cette idée. La créativité, l'aspiration à l'autonomie dans son travail sont retournées en une forme d'auto exploitation inconsciente. Boltanski et Chiapello (1999) décrivent bien le retournement de la critique artiste du travail par la logique capitaliste qui tente ainsi de nier les phénomènes d'exploitation et d'opposition de classe.

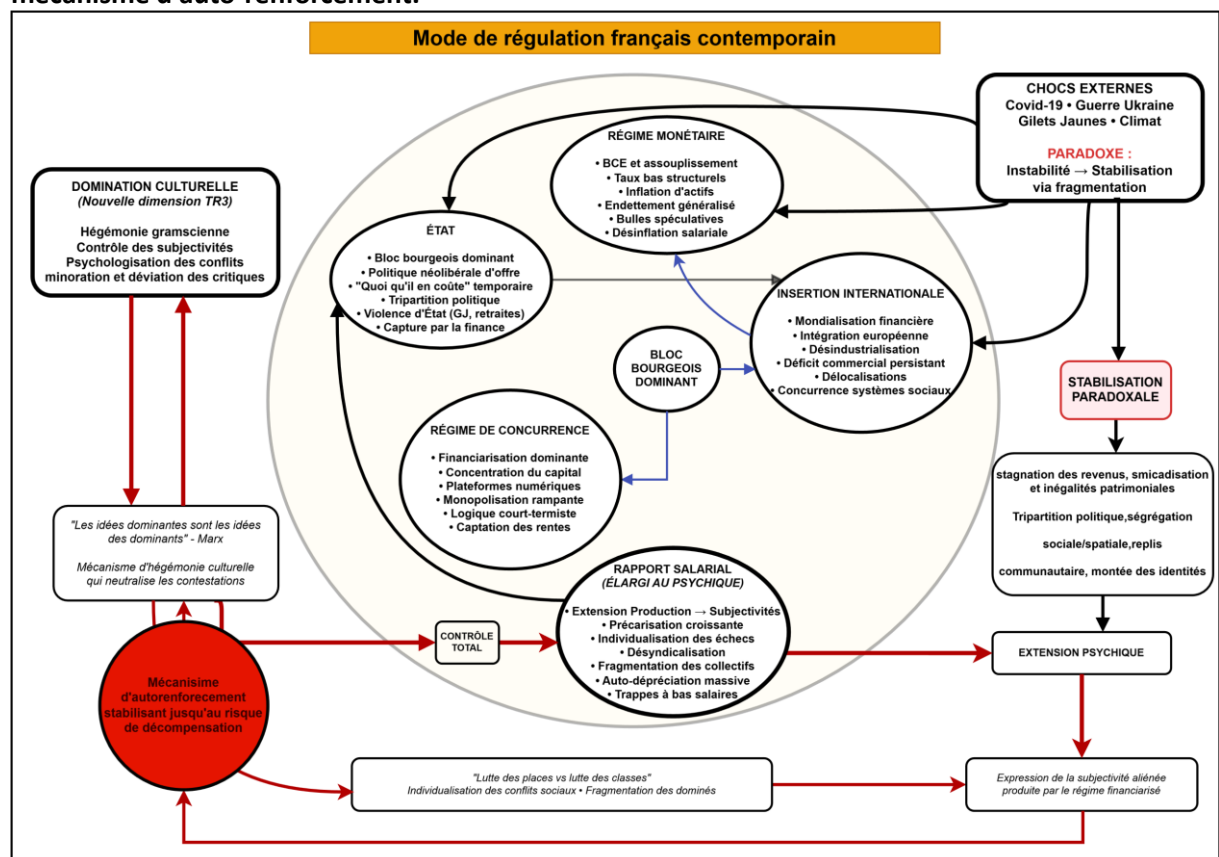
Cette tentative d'effacement des conflits pour tenter de mieux enrôler les citoyens et les salariés passe désormais par la mobilisation des subjectivités tout en privant les individus des grilles d'analyse critique et de points de repère, conduisant parfois à une forme d'anomie utile à la reproduction du système. À ce niveau, les institutions peuvent être perçues comme des « machines à affects » (Lordon, 2013) visant à orienter les désirs individuels vers la reproduction du système d'exploitation. Simultanément, cette mobilisation intensive génère des coûts cachés (anxiolytiques, burn-out, addictions) qui révèlent le fonctionnement excluant du système. Ainsi, même sur un mode dégradé, les

institutions néolibérales parviennent à absorber la critique sociale et la transformer en énergie productive. Les conséquences physiques et mentales ne sont plus comprises comme le résultat d'un système, mais sont individualisées, traduites de manière bien moins subversives en risques psycho-sociaux et en troubles musculosquelettiques.

1.3.3 Fragmentation sociale et perpétuation hégémonique

Contrairement au fordisme qui se contentait de réguler les comportements productifs, le mode de régulation financiarisé contemporain s'étend désormais à l'ensemble de la vie sociale, allant jusqu'aux sphères de la psyché.

Schéma 1. Mode de régulation français contemporain: extension psychoculturelle et mécanisme d'auto-renforcement.



Source: Élaboration des auteurs

Cette configuration diffère radicalement de la situation fordienne. Là où les transformations institutionnelles étaient portées par le pouvoir salarial. Cette spécificité du rapport de force inversé dans le fordisme face aux crises est analysée dans Mazier et alii (2016). L'homogénéisation du bloc dominant autour de la logique rentière, remplace l'hétérogénéité fordienne - industriels, banquiers, hauts fonctionnaires aux intérêts parfois divergents. Cette coalition plus cohérente dans ses objectifs immédiats, mais potentiellement plus fragile face à un effondrement systémique.

Le schéma ci-dessus vise à illustrer le cœur de notre propos où le mode de régulation parvient à se maintenir malgré les différents chocs externes et ses contradictions internes grâce à l'hégémonie culturelle du bloc dominant³. Les crises et les diverses tensions, au lieu de créer une convergence des luttes, favorisent au contraire une diffraction des attentes politiques. La fragmentation des différents groupes dominés ne parvient à s'opposer significativement au bloc dominant en dépit de ses propres fragilités. Le cercle d'auto-renforcement (rouge) montre comment le néolibéralisme financiarisé maintient sa stabilité grâce au contrôle des subjectivités plutôt que par la seule régulation économique. Ce qui n'empêche pas l'État d'user de la force pour pallier

³ La prise en compte de ces mécanismes culturels et psychologiques à l'intérieur de la notion de mode de régulation constitue l'hypothèse à partir de laquelle nous tentons d'expliquer ce phénomène d'auto-renforcement. En effet, l'accroissement de la pression sur les groupes dominés produit des mécanismes psychologiques qui finissent par servir les intérêts du bloc dominant. Les frustrations générées par la précarisation et le sentiment de déclassement ne se retournent pas contre les structures économiques qui les produisent, mais se déplacent vers des boucs émissaires - l'immigré, l'assisté, l'intellectuel - fragmentant ainsi les oppositions potentielles. Cette dynamique s'accompagne d'une individualisation de l'échec social où chacun se pense responsable de sa propre situation plutôt que de comprendre les mécanismes systémiques à l'œuvre. Parallèlement, la quête de reconnaissance frustrée se cristallise autour d'appartenances identitaires particularistes qui divisent les dominés entre eux plutôt que de les rassembler face aux dominants. Le mode de régulation parvient ainsi à transformer ses propres contradictions en forces de stabilisation : les tensions qu'il crée nourrissent les replis individuels, identitaires ou racistes qui empêchent justement la formation de coalitions capables de le remettre en cause. Cette capacité à retourner les affects de frustration contre des cibles secondaires, tout en préservant les rapports de domination principaux, explique la résilience paradoxale du régime financiarisé français face aux crises successives.

aux défauts de la régulation sociale, car celle-ci n'est jamais parfaite et qu'elle se réalise sur un volcan de contradictions.

1.4 La France: régime d'accumulation, trajectoire et place dans l'économie mondiale (1970-2017)

1.4.1 La France avant Macron: déclin relatif et fragmentation sociale (1970-2017)

Depuis les années 1990, la position relative de la France dans l'économie mondiale a nettement reculé. Un sentiment de déclin et d'insatisfaction s'est emparé d'une large part de la population alors que les conditions matérielles globales semblent s'être nettement améliorées. En 1990, le PIB PPA de la France était de 1200 milliards de dollars, la situant à la 4ème place mondiale. En 2024, il se situe à environ 3700 milliards, au 10ème rang. Mais dans le même temps, les pays émergents ont connu des croissances spectaculaires. Ce basculement du centre de gravité de l'économie mondiale et la concentration du capital participe d'une impression de déclin relatif. En effet, la France des années 2000 n'est plus cette économie à reconstruire de l'après-guerre où elle pouvait apparaître à sa manière comme une économie émergente durant la période fordienne, alors poussée par un fort mouvement d'industrialisation et d'urbanisation. L'économie française est arrivée à un haut degré de maturité qui ne bénéficie plus des phénomènes de rattrapage et d'ouverture des 30 glorieuses. Cette faiblesse de la croissance va également se traduire par une réduction de la progression des salaires et une progression plus rapide des hauts salaires qui est en partie absorbée par le système redistributif, mais se traduit par une hausse des déficits sociaux. Ces évolutions s'inscrivent néanmoins dans un processus de perte du pouvoir salarial qui tient également à des facteurs politiques et idéologiques. Il est en réalité difficile de démêler les deux aspects et même le sens de la causalité. Néanmoins des éléments d'innovation technique et institutionnelle participent à la mise sous tension du lien social.

En France, l'augmentation des inégalités est étroitement liée à l'évolution du patrimoine immobilier. L'augmentation de la demande immobilière s'explique par des facteurs socio-démographiques comme la multiplication du nombre de ménages due à la décohabitation et la hausse de l'espérance de vie, ainsi que par l'élévation du standard de vie. De plus, cette demande n'est pas répartie uniformément sur le territoire. La tendance à l'agglomération crée un décalage spatial entre l'offre et la demande, avec une forte attraction pour les grandes métropoles. Ce déséquilibre spatial n'est pas sans lien avec la concurrence que se livrent les territoires au niveau global et que l'intégration européenne centrée sur cette même concurrence aura également contribué à accentuer.

Du point de vue sociologique et politique, ces inégalités immobilières et financières participent à la fragmentation de la société française. Cette ségrégation spatiale et sociale engendre des territoires de plus en plus homogènes socialement, où se concentrent paupérisation et sentiment de relégation. Ces dynamiques de fragmentation sociale et territoriale, amorcées dès les années 1990, créent les conditions d'une crise politique profonde que l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 prétendra résoudre par une approche social-libérale.

1.4.2 Macron 1, les promesses sociales-libérales: entre néolibéralisme et innovations

Face à cette crise politique profonde, l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 s'est présentée comme une rupture capable de dépasser les clivages traditionnels. Cependant, notre hypothèse est qu'en deçà des mouvements politiques de surface, une orientation demeure : l'adaptation du compromis fordien d'après-guerre au modèle néolibéral anglo-saxon. On peut y voir la puissance de l'idéologie libérale d'un bloc politique dominant qui transcenderait les partis traditionnels. Ce bloc, qui s'affirme de plus en plus ouvertement, finit par s'incarner dans le macronisme où le « en même temps » permet aux bourgeoisies de gauche libérale et de droite orléaniste de se tendre

la main. Ainsi, les politiques du premier mandat d'Emmanuel Macron (2017-2022) devaient s'inscrire dans cette tradition de la « troisième voie ».

Concrètement, la stratégie macronienne portait une volonté de transformation du modèle social français, substituant au « Welfare » traditionnel une logique de « Workfare » inspirée des réformes anglo-saxonnes. L'objectif était de réduire les dépenses sociales « passives » au profit de dépenses « actives » centrées sur le retour à l'emploi. Sur le plan économique, le gouvernement a adopté une position centrée sur l'économie de l'offre : transformation de l'ISF (Impôt sur la Fortune) en IFI (Impôt sur la Fortune Immobilière) favorable aux détenteurs de capitaux, instauration d'une flat tax sur les revenus du capital, et la poursuite de la libéralisation du marché du travail. Cette orientation a provoqué le mouvement des Gilets Jaunes en novembre 2018, en réaction à plusieurs mesures perçues comme socialement injustes. L'étincelle fut l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants, particulièrement le diesel, ainsi que la limitation de vitesse à 80 km/h. La hausse de la taxation du diesel, intervenant simultanément à la suppression de l'ISF, a cristallisé un sentiment d'injustice sociale profond. Cette crise a révélé plusieurs fractures: la tension entre préoccupations environnementales et sociales immédiates (« fin du mois » contre « fin du monde »), et la rupture entre métropoles dynamiques et « France périphérique » où l'automobile demeure indispensable. L'essoufflement du mouvement s'explique par la dimension répressive de la réponse étatique et l'adoption de lois restrictives sur les manifestations. Les conventions citoyennes et le dialogue avec les élus n'ont pas permis de résorber la distance installée entre le président et une part significative de la population. Le Covid-19 a également participé clore cette phase de forte contestation sociale.

2 Covid-19 et régime financiarisé en France

Dans cette seconde partie, nous portons notre attention sur la période de la pandémie de Covid-19, mais les éléments discutés dans la partie antérieure vont être déterminants pour analyser dans quelle mesure les politiques économiques mises en œuvre durant la pandémie ont pu influencer ou modifier le régime financiarisé français et son mode de régulation.

2.1 La pandémie de Covid en France: Santé, confinement et économie

2.1.1 Santé et confinement: d'un choc sanitaire...

Lors de la première vague de Covid en mars-avril 2020, le gouvernement s'est trouvé confronté à une pénurie critique de masques chirurgicaux. Le raisonnement qui prévalait avant la pandémie semblait être le suivant : pourquoi constituer des stocks coûteux de masques alors que ceux-ci pouvaient être acquis à faible coût et en quantités auprès de fournisseurs chinois en cas de nécessité ? Cette logique gestionnaire se révélait pertinente dans un contexte de besoins sanitaires ordinaires, mais s'est avérée totalement inadaptée face à l'ampleur d'une pandémie mondiale. Cette situation a mis en lumière une défaillance manifeste du système de sécurité sanitaire, principalement imputable à une logique comptable. Pour tenter de masquer cette erreur, le gouvernement a d'abord affirmé que les masques n'étaient pas nécessaires. Puis ils sont rapidement devenus indispensables, mais à ce moment-là, d'autres pays se les arrachaient auprès des fournisseurs en Chine, où la quasi-totalité de la production avait été délocalisée. Les respirateurs font également défaut, ainsi que les composants nécessaires à la fabrication des tests Covid. Ces difficultés industrielles sont encore accentuées par l'absence de vaccin français, ni Sanofi, ni l'Institut Pasteur ne parvenant à fournir un produit efficace. Les patients nécessitant des soins importants ont dû être

hospitalisés pendant plusieurs semaines en réanimation alors que le nombre de lits avait été régulièrement réduit avec le virage ambulatoire. Le premier confinement de mars-mai 2020 a été imposé en raison des dangers du Covid-19, mais aussi de la pression exercée par la pandémie sur le système de santé⁴. Malgré le début chaotique de la gestion du Covid-19, le gouvernement s'est engagé dans une courbe d'apprentissage au cours des cinq vagues d'infection jusqu'en décembre 2021. Les masques et les vaccins ont fini par arriver et une couverture vaccinale élevée a été atteinte malgré des oppositions. La mesure du « passeport vaccinal », critiquée par une partie de la gauche, est néanmoins apparue comme une victoire personnelle pour le président Macron. Le taux de vaccination de la population a atteint 75%, ce qui a permis au gouvernement d'éviter un nouveau blocage.

2.1.2 La situation économique durant la pandémie de Covid-19, révélatrice de tensions anciennes et profondes

Le plan d'urgence annoncé après le discours solennel à la nation du 16 mars 2020 concernait principalement les difficultés de « fin de mois » des citoyens. La discussion sur la « fin du monde » (environnement) a été reportée alors même que la pandémie était perçue comme un avertissement sur la nécessité de changer de modèle socio-économique. Les économistes sollicités, la plupart du temps très critique à l'égard du gouvernement, ont pris la mesure de ce changement de cap et le plan d'urgence de 470

⁴ Le développement des techniques chirurgicales mini-invasives depuis les années 1980-1990, motivé par des considérations médicales a permis de réduire les durées d'hospitalisation. Le virage ambulatoire, politique gestionnaire des années 2000-2010, a pu être opéré grâce à ces innovations pour introduire une logique de juste-à-temps dans le système de soins. L'objectif était de réduire les nuitées coûteuses à la sécurité sociale, avec in fine une réduction des cotisations sociales afin de réduire les coûts de la protection sociale et in fine réduire les cotisations sociales afin d'améliorer la compétitivité prix en baissant le coût du travail. Cette convergence entre progrès médical et logique comptable a permis d'améliorer certains parcours de soins tout en réduisant les coûts. Cependant, l'extension systématique de cette logique génère des tensions : pression sur les personnels hospitaliers, risques liés aux sorties prématurées de patients complexes nécessitant une surveillance prolongée. Cette logique de flux tendu s'est révélée particulièrement inadaptée face au Covid-19, qui a imposé un "stock" de patients pour lequel le système n'était plus dimensionné.

milliards d'euros a été mis en place très rapidement. Trois cents milliards d'euros de cette aide ont pris la forme de prêts garantis par l'État (soit 63%) dans un contexte où la politique monétaire a encore joué un rôle important en maintenant l'assouplissement quantitatif. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont contribué à accroître l'endettement des pays de l'UE, ce qui était en nette opposition avec la politique économique néolibérale (Clévenot & Saludjian, 2022). Néanmoins, dans le même temps, ces politiques de relance ont réussi à stimuler le PIB et l'emploi. Selon les statistiques officielles publiées par l'INSEE dans sa Note de conjoncture de décembre 2021, le taux de chômage a été légèrement supérieur à 7% à la fin de 2021 et la croissance supérieure à 6,5%. Même si le niveau de croissance est en partie dû au rattrapage, il aurait été bien plus faible sans les plans d'urgence et de relance qui ont représenté respectivement 2,6% et 1,3% du PIB. Le taux de chômage après le choc du Covid est retombé à un niveau le plus bas depuis 2007.

La politique budgétaire, autrefois dénigrée, a regagné l'espace d'un instant une certaine légitimité. Les orientations économiques ont maintenu des mécanismes libéraux traditionnels, mais les mesures adoptées pendant la crise sanitaire s'appuyaient sur des approches de stimulation économique non-conventionnelles, d'inspiration keynésienne. Ces choix marquent un contraste apparent avec les positions économiques antérieurement soutenues par l'administration d'Emmanuel Macron, ce qui s'est traduit par la politique du « quoi qu'il en coûte » et a entraîné une dégradation importante des comptes publics. Mais comme le souligne la Cour des comptes dans son rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques de juin 2024, cette dégradation n'est pas uniquement imputable aux politiques d'urgence (Covid-19, Ukraine), mais également au pari de la politique d'offre et de réduction des ressources fiscales ainsi qu'à un déséquilibre structurel qui s'est aggravé au-delà des seules dépenses exceptionnelles de crise.

2.2 L'après Covid-19 et Macron 2

2.2.1 L'après Covid-19, difficile retour à la « normale »

Le raisonnement du « quoi qu'il en coûte » contraire à l'esprit de sérieux budgétaire devait en principe être abandonné dès l'été 2021 selon B. Lemaire, ministre de l'économie. En réalité les différents chocs qui vont continuer à frapper l'économie française comme la montée de prix à la consommation ou du carburant si sensible depuis la crise des Gilets Jaunes vont conduire le gouvernement à proposer un bouclier tarifaire et des chèques énergies. Le respect des équilibres macro-économiques et le plan de stabilité européen présenté par le gouvernement d'E. Borne comme un retour aux politiques économiques d'avant la pandémie ne sera pas respecté. Les mesures de soutien mises en place visent à maintenir la politique d'offre tout en apportant une aide temporaire aux ménages vulnérables, notamment par des chèques destinés à des populations ciblées. Cependant, on note l'absence d'augmentation du SMIC ou de taxation des profits exceptionnels des grandes entreprises qui pouvaient se justifier en raison de profits historiquement élevés des énergéticiens et qui ont été réalisés dans près de 15 pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Par ailleurs, la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été mise en œuvre pour réduire la fiscalité sur la production. La politique menée visait à ne pas entraver une relance économique par l'offre. Pourtant, les résultats en matière de compétitivité demeurent inquiétants, comme en témoigne le déficit commercial record d'environ 164 milliards d'euros en 2022. Ce déficit s'explique par des facteurs exceptionnels liés à la guerre en Ukraine et à l'augmentation de la facture pétrolière et gazière, mais aussi par le déficit électrique dû à l'arrêt de près de la moitié des centrales nucléaires, créant un déficit sur ce poste qui est habituellement nettement excédentaire. En dehors de ces facteurs conjoncturels, la compétitivité française reste faible depuis 20 ans. En effet, c'est en 2003 que la France a eu pour la dernière fois une balance commerciale positive. Un lien a pu être établi entre la dégradation de la

compétitivité française et l'entrée dans l'Union européenne (Mazier et alii, 2016). Les politiques de dévaluation interne imposées par le passage à l'euro permettent également d'expliquer les politiques d'abaissement des cotisations sociales.

2.2.2 Le cas spécifique des politiques d'enrichissement de la croissance en emplois

Depuis les années 1990, les politiques de baisse des charges sur les bas salaires ont été mises en place pour stimuler l'emploi peu qualifié. Cependant, ces mesures ont toujours soulevé des inquiétudes quant à leurs effets secondaires : trajectoire économique à faible productivité, création d'une trappe à bas salaires et contribution possible à la montée des inégalités. Un rapport du Conseil d'Analyse Économique de 2019 sur le CICE confirme ces préoccupations. Il révèle des effets moins importants qu'attendu sur l'emploi des salariés les moins qualifiés, et aucun impact significatif sur la compétitivité. Plus récemment, un rapport commandé par Élisabeth Borne sur le rôle des abaissements de charges sur l'emploi, réalisé par Bozio et Wasmer (2023), souligne les effets négatifs sur la progression des salaires⁵. Pour ces auteurs, les effets limités de la généralisation du CICE ont tenu au mauvais profilage de la mesure et non au principe même des abaissements de charges. Ils ne remettent donc pas en cause la pertinence de ces politiques pour stimuler l'emploi, mais pointent leurs effets indésirables sur la progression des salaires qu'ils proposent de corriger. Leur principale recommandation consiste à réduire la pente des abaissements de charges, quitte à diminuer légèrement les réductions de cotisations sur le SMIC. Cette solution implique cependant une charge budgétaire plus importante, qui devrait être financée par de nouvelles ressources

⁵ Ces effets sont dus aux coûts marginaux élevés des réductions de cotisations lors des hausses de salaires. Selon leurs calculs, dans les cas les plus négatifs, pour augmenter le salaire d'un euro, l'entreprise se verrait contrainte d'augmenter de 4 euros le salaire « super-brut » créant ainsi un frein considérable à la revalorisation salariale. Cette absence de perspectives salariales peut fortement désinciter les salariés à se former ou à prendre des responsabilités supplémentaires, puisque ces efforts ne s'accompagneraient pas d'une gratification salariale proportionnelle à leur investissement. Ce phénomène contribuerait au maintien d'une spécialisation bas ou moyenne gamme dans l'économie française.

fiscales. Cette évolution, si elle devait se poursuivre, ancrerait la tendance à la « beveridgisation » de la protection sociale. Le transfert de son financement des cotisations sociales vers l'impôt érode les fondements de la démocratie sociale héritée de l'après-guerre en renforçant l'étatisation de la protection sociale. Bien que ces politiques semblent produire des résultats positifs sur l'emploi des moins qualifiés, elles se heurtent à un obstacle financier. Le coût de ces dispositifs d'allègement de charges - avoisinant 70 milliards d'euros annuels - constitue un facteur significatif de la dégradation des finances publiques. Cette situation financière est mise en avant pour justifier des politiques de stabilisation qui finalement s'intègrent bien à la logique néolibérale, l'organisation des déficits justifiant in fine d'importantes coupes budgétaires dans les budgets sociaux.

2.2.3 Évolution du mode de régulation français: la gouvernance macronienne face à l'épreuve des crises

d'inspiration néolibérale. Seule la période de la gauche plurielle⁶ (1997-2002) peut constituer une divergence avec le mouvement d'ensemble. Cette trajectoire globale s'inscrit plus largement dans le choix de l'intégration européenne qui a également contribué à l'adaptation progressive du modèle social-démocrate français au modèle néolibéral anglo-saxon. Le phénomène le plus troublant à nos yeux est d'observer que dans un contexte démocratique, l'accroissement des inégalités, loin de susciter une résistance cohérente ou un rééquilibrage des revenus et des patrimoines, facilite au contraire leur imposition politique en fragmentant les oppositions. En 1852, dans *Le 18*

⁶ La gauche plurielle désigne la coalition gouvernementale formée par le Parti socialiste, le Parti communiste français et les Verts, dirigée par Lionel Jospin comme Premier ministre sous la présidence de Jacques Chirac (juin 1997 - mai 2002) dans le cadre d'une cohabitation surprise. Cette période se caractérise notamment par l'adoption des 35 heures. La première loi Aubry I (1998), qui faisait déjà de nombreuses concessions au patronat à continuer à subir de nombreuses critiques principalement à droite. La seconde loi Aubry II (2000) a ainsi nettement ajusté le dispositif : assouplissement du temps de travail, recherche de gains de productivité et concessions aux entreprises. Finalement, la loi Fillon (2003) a poursuivi cet assouplissement en facilitant les dérogations et en augmentant le contingent d'heures supplémentaires.

Brumaire de Louis Bonaparte, Marx (1969) décrit déjà comment les divisions au sein des classes populaires peuvent permettre l'émergence d'un pouvoir politique se présentant comme au-dessus des conflits de classes, mais fondamentalement favorable aux intérêts des classes dominantes⁷.

Comme nous avons pu le montrer ailleurs, il convient de ne pas idéaliser les arrangements institutionnels comme de véritables compromis sociaux, mais plutôt de les analyser comme des états d'équilibre des rapports de force qui relèvent davantage de la notion de statu quo que de compromis (Clévenot, 2008). Cette capacité du système à absorber les contradictions sans se transformer trouve une illustration récente avec la pandémie de Covid-19 qui a eu pour effet de mettre en lumière un paradoxe économique et social fondamental : l'importance cruciale des « premiers de corvée » dans le fonctionnement de notre société, en contraste avec la valorisation habituelle des « premiers de cordée ». Cette période a révélé notre dépendance collective envers ces travailleurs souvent peu reconnus et faiblement rémunérés. Cependant, cette prise de conscience s'est avérée éphémère et n'a pas engendré de transformation structurelle de l'ordre économique établi.

⁷ Ce paradoxe peut être éclairé par l'analyse de Rancière (1995) qui montre comment la démocratie représentative organise l'exclusion sous apparence d'inclusion. Ce qu'il appelle la "police" démocratique détermine qui peut parler et de quoi, en définissant les places et les rôles de chacun dans l'ordre social. Plutôt que de permettre une véritable transformation, les contradictions sociales se trouvent absorbées par des mécanismes institutionnels qui canalisent la contestation vers des formes qui ne remettent pas en cause l'ordre établi. Le mouvement des Gilets Jaunes illustre bien cette dynamique: leur émergence spontanée constituait une irruption de paroles non autorisées qui remettait en question l'ordre des choses. Leur revendication du RIC révélait que la démocratie représentative confisque en réalité la souveraineté populaire. Mais cette contestation a finalement été neutralisée par l'ordre institutionnel: récupération avec le "Grand Débat National" qui transforme la colère en consultation contrôlée, fragmentation du mouvement entre revendications sociales et dérives identitaires, répression pour rétablir l'ordre. Cette capacité à transformer la contestation en débat factice, tout en préservant les rapports de domination, révèle comment les institutions démocratiques parviennent à neutraliser les oppositions tout en donnant l'illusion que chacun peut s'exprimer.

Les mesures d'urgence déployées, bien qu'elles semblent s'écarter de la vision néolibérale initiale du mandat présidentiel, s'inscrivent toujours dans ce même cadre théorique, perpétuant ce que P. Bourdieu (1998) qualifiait de « domination symbolique ». Les primes exceptionnelles Covid19 éphémères pour les soignants et personnels essentiels, la revalorisation limitée des métiers du soin via le Ségur de la santé illustre cette dynamique. Il ne s'agit pas d'un complot orchestré, mais plutôt d'une convergence de facteurs institutionnels, culturels et économiques qui produisent collectivement la persistance des inégalités malgré les apparences du changement. Le paradigme dominant reste inchangé : améliorer l'environnement économique des entreprises dans l'espoir qu'elles investissent et innovent, suivant la logique du « ruissellement » théorisée par Kuznets (1955), mais largement contestée depuis. Parallèlement, la réforme de l'assurance chômage, temporairement suspendue pendant la crise puis réactivée, a durci les conditions d'indemnisation pour de nombreux travailleurs précaires précédemment qualifiés d'« essentiels ».

Cette continuité idéologique souligne la résilience du bloc dominant. Autorisée par la fragmentation des oppositions ce qui fait écho, de facto, au principe de Machiavel : diviser pour mieux régner. Cette situation ne résulte pas tant d'une stratégie délibérée, mais plutôt de l'accumulation de tensions qui pourrait malgré tout déboucher sur la victoire d'un groupe politique à la marge du système partisan traditionnel. Comme l'analysait Gramsci, lorsque les contradictions s'accumulent sans trouver d'issue institutionnelle, il peut survenir des "monstres" politiques qui tirent parti de cette instabilité.

La trajectoire de redressement des finances publiques françaises, initiée en 2017, a été profondément bouleversée par une série de crises majeures qui ont contraint l'État à des dépenses exceptionnelles. Après avoir réussi à ramener son déficit public sous les 3% du PIB, la France a dû faire face à plusieurs crises. Le mouvement des Gilets Jaunes

en 2018, suivi des tensions dans le secteur hospitalier en 2019, puis la pandémie de Covid-19 ont entraîné des dépenses exceptionnelles estimées entre 170 et 200 milliards d'euros, faisant grimper le déficit à 9% du PIB. Cette situation s'est aggravée avec la guerre en Ukraine qui a provoqué une crise énergétique majeure. Face à la flambée des prix de l'énergie, le gouvernement a déployé un bouclier tarifaire coûtant environ 72 milliards d'euros entre 2022 et 2024. S'y ajoutent un chèque énergie de 3 milliards et une remise carburant de 8,5 milliards. Ces interventions d'urgence massives ont été justifiées par la volonté de préserver le tissu économique et éviter une crise sociale. Parallèlement, les gouvernements ont poursuivi une transformation progressive du modèle social français vers un modèle davantage inspiré de l'approche néolibérale anglo-saxonne.

Ainsi, pour parvenir à faire adopter certaines réformes controversées, le gouvernement Borne a eu recours à vingt-trois reprises à l'article 49.3 et a dû faire face à une trentaine de motions de censure. Malgré une forte opposition sociale, le gouvernement a fait passer la réforme des retraites, mais les élections législatives de 2022 ont fragilisé sa position. Le parti présidentiel a perdu sa majorité absolue, tandis que le RN a obtenu 89 députés et que la NUPES (Nouvelle Union Populaire Economique et Sociale) s'est constituée comme principale force d'opposition avec 149 députés. L'après-Covid a remis au premier plan la question de l'équilibre budgétaire, tout en révélant des défaillances structurelles dans plusieurs secteurs essentiels comme la santé et l'éducation, nécessitant d'importantes dépenses.

2.3 La résilience paradoxale du régime financiarisé

Cette persistance du régime néolibéral malgré ses contradictions croissantes révèle un paradoxe fondamental. L'instabilité provoquée par ce mode de régulation, en même

temps qu'il réduit la résilience sociale, semble se renforcer en raison de la fragmentation de la société qu'il produit. Pour bien cerner ces mécanismes, la dimension purement économique ne saurait suffire.

2.3.1 Fragmentation sociale et captation des affects

Les difficultés rencontrées par les différents groupes plus ou moins dominés n'amènent pas une convergence des luttes, mais plutôt leur éclatement et un repli sur des questions plus individuelles que sociales et politiques, où le sociétal tendrait à remplacer le social et le politique ? Cette fragmentation avait déjà été partiellement théorisée par D. Martuccelli (2010) lors de l'analyse du passage d'une société individualiste à une "société singulariste", où la valeur centrale de l'égalité cède désormais la place à celle de la singularité. Face à la déstructuration des formes traditionnelles de reconnaissance analysées par Honneth (1992) - amour, droit, solidarité -, les individus se tournent vers une quête de reconnaissance singulière qui fragmente le lien social. Le déclassement social ne produit plus seulement des revendications redistributives, mais également des « luttes pour la reconnaissance » qui se cristallisent autour d'appartenances territoriales, nationales ou communautaires spécifiques.

Cette quête de reconnaissance singulière constitue précisément ce que Lordon (2013) conceptualise comme la matière première des "machines à affects" néolibérales. Les institutions contemporaines captent ces désirs de singularité - à travers l'entrepreneuriat de soi, la "Start-up Nation", les réseaux sociaux - pour les transformer en forces productives tout en empêchant leur agrégation politique⁸.

⁸ L'économie des plateformes numériques illustre bien cette logique : elle transforme la quête de reconnaissance en travail gratuit de création de contenu (Terranova, 2000) tout en vendant l'illusion que chacun peut "devenir sa propre marque". Pour ceux qui réussissent à percer, leur succès fait écran à une armée de prolétaires du numérique qui continuent de produire gratuitement dans l'espoir d'accéder à cette réussite. Même quand il y a une rémunération, elle reste en général dérisoire par rapport à la valeur que captent les plateformes et maintient les créateurs dans une logique de concurrence permanente. La

La difficulté à articuler le conflit distributif provoque un déplacement de la conflictualité vers la sphère intime. L'intime devient le terrain d'une nouvelle forme d'exploitation de l'individu par lui-même, alors même qu'il pense exercer sa pleine souveraineté individuelle⁹. Cette illusion de libre arbitre, que Lordon (2013) analyse dans une perspective spinoziste comme la méconnaissance par l'individu des forces qui le déterminent, trouve ici sa forme contemporaine la plus aboutie : le sujet néolibéral se croit autonome précisément parce qu'il ignore les affects et désirs qui l'orientent vers la reproduction du système. Cette illusion de maîtrise de la sphère privée masque ainsi une dépossession plus profonde que celle de la sphère productive fordienne. Au niveau politique, cette captation des affects produit un effet majeur : cette transformation des conflits redistributifs en conflits identitaires de reconnaissance complexifie l'ordre des préférences politiques, ce qui rend difficile la formation de coalitions et permet d'expliquer les blocages sociopolitiques actuels.

2.3.2 Inégalités spatiales et sentiment de déclassement

Lipietz (1996) avait bien anticipé les tendances centrifuges de la globalisation qui sépare de plus en plus nettement les gagnants des perdants. Cette séparation se trouve renforcée par le capitalisme de plateforme et le développement de l'intelligence

reconnaissance devient ainsi individualisée et marchande plutôt que collective et émancipatrice. Mais cette captation des affects n'est jamais totalement efficace : certains mouvements sociaux actuels - écologistes, féministes, antiracistes - parviennent parfois à maintenir une articulation entre revendication à la reconnaissance de leurs intérêts spécifiques avec des revendications redistributives plus larges, ce qui montre les limites de cette fragmentation systémique.

⁹ Celle que les individus pensent encore maîtriser alors qu'elle fait désormais l'objet d'une extension marchande de l'aliénation. En effet, cette sphère intime, qui apparaît comme le dernier refuge de l'autonomie individuelle, est largement envahie par la logique marchande. Comme le montre Illouz (2006), la rationalité économique s'étend maintenant aux relations affectives : optimisation de soi, performance relationnelle, quantification des affects via les réseaux sociaux, injonctions au bonheur et à l'épanouissement personnel qui deviennent des impératifs de productivité. Cette "marchandisation des sentiments" révèle comment le capitalisme contemporain étend son emprise au-delà de la sphère productive pour s'emparer des émotions et des relations interpersonnelles, transformant ainsi l'intime en nouvel espace de valorisation du capital.

artificielle. Les politiques environnementales contemporaines, comme le dispositif des ZAN (Zéro Artificialisation nette), contribuent également à cette fragmentation. En raréfiant le foncier disponible, le dispositif rigidifie encore davantage l'accès au logement et accentue ainsi les inégalités territoriales. Cette rigidification du marché se trouve encore renforcée par l'uberisation du secteur immobilier. Les plateformes de locations de courte durée permettent des rendements supérieurs aux locations traditionnelles, incitant les propriétaires à retirer leurs biens du marché locatif classique. Cette liquéfaction des biens immobiliers rigidifie l'accès au logement pour ceux qui n'en possèdent pas déjà un, réduisant la mobilité des salariés.

Cet aspect est à ajouter à d'autres facteurs qui permettent de mieux caractériser la configuration sociopolitique contemporaine. La complexité de la situation ne pourrait être décrite uniquement à travers le primat de l'économique. En effet, la tripartition de la vie politique française repose à la fois sur les inégalités sociales traditionnelles issues de la division capital/travail, mais elles sont transformées et renforcées par des divisions culturelles et des inégalités spatiales¹⁰. Le sentiment de déclassement social trouve ses origines dans plusieurs facteurs convergents : l'intensification de la compétition économique, l'affaiblissement des identités professionnelles, le blocage de la mobilité sociale, auxquels s'ajoutent les discriminations et l'érosion des solidarités collectives fondées sur le travail (désyndicalisation). Face à cette situation, on observe l'émergence de contre-cultures et la réactivation de solidarités mécaniques qui se manifestent à travers des appartenances territoriales (quartier, région), nationales, religieuses ou sociales spécifiques. Ainsi, le déclassement social produit des réactions identitaires qui conduisent à une fragmentation politique.

¹⁰ Cette dimension est apparue avec force dans l'explication de la crise des Gilets Jaunes, mettant en jeu des problématiques de coûts de transports, d'accès aux services publics et plus généralement un sentiment de relégation sociale dès lors qu'on n'habite pas dans une grande métropole. Guilluy (2014).

Cette fragmentation territoriale s'inscrit dans ce que Lipietz (1996) conceptualise comme la « société en sablier » : les élites mondialisées font face à des masses précarisées tandis que les classes moyennes luttent pour maintenir leur position sociale. Cette configuration trouve un écho particulier dans l'analyse de Jérôme Fourquet sur "L'archipel français", qui décrit la transformation de la France en un ensemble d'îlots socialement et culturellement homogènes, de plus en plus déconnectés les uns des autres.

Cette archipellisation se traduit par des blocages politiques structurels. La fragmentation empêche les « classes latentes » de se transformer en « classes mobilisées » porteuses d'un projet alternatif cohérent. En effet, la montée des inégalités sociales et économiques, faute de réponses politiques adéquates, accroît les frustrations qui se trouvent en partie sublimées par des phénomènes culturels et récupérées dans des logiques identitaires. Or cette fragmentation empêche précisément la formation d'un bloc politique alternatif qui devrait articuler de manière cohérente des éléments économiques, culturels et politiques. Une fois constituées, ces identités particularistes deviennent difficiles à dissoudre dans une vision partagée. Faire société devient de plus en plus compliqué. Ce phénomène de fragmentation nationale s'inscrit dans une dynamique plus large qui affecte l'ensemble des démocraties occidentales.

2.3.3 Dimension transnationale et crise démocratique

Cette évolution continue de fragiliser les démocraties occidentales dont la montée des idées extrémistes conduit à une dérive illibérale. Ce phénomène ne touche pas que la France. La montée des groupes politiques en marge des échiquiers politiques s'accroît partout en Europe et au-delà. Les États-Unis de D. Trump ou l'Argentine de J. Milei en constituent d'autres exemples. À cet égard, Levitsky et Ziblatt (2018) ont décrit comment les divers chocs économiques ont mis sous pression les institutions démocratiques américaines avec la montée de tendances populistes. Dans le même

registre, Svampa (2019) a analysé la dynamique cyclique entre crises économiques et poussées populistes en Argentine. Ces cas illustrent la dimension transnationale d'une crise démocratique qui, selon Mouffe (2018), résulterait du fonctionnement même du modèle néolibéral qui tente de naturaliser les faits sociaux et de dépolitiser le politique en le rabattant sur une dimension exclusivement technocratique. Cette logique renvoie à la rhétorique du : « il n'y a pas d'alternative en dehors de politiques libérales raisonnables ». La crise politique actuelle est souvent présentée comme une crise de représentativité, où un fossé serait apparu entre les élites et le peuple. Mais on peut penser plus simplement que le bloc politique dominant manifeste sa puissance par l'existence même de ces crises qui révèle la force de son pouvoir puisqu'il parvient à poursuivre ses objectifs malgré les tensions qu'il suscite. C'est la croyance en la capacité de la démocratie formelle de tendre vers une société équilibrée, inclusive qui est contredite ici. Le jeu politique n'exclut malheureusement pas le conflit, il en est même consubstantiel. Les difficultés rencontrées sont parfois présentées comme des défauts de communication et de pédagogie, mais il est plus souvent question de purs conflits d'intérêts.

Conclusion

En conclusion, cet article a analysé la résilience du régime de croissance financiarisé en France dans une perspective régulationniste et marxiste-gramscienne, en se focalisant sur la période 2017-2022. Malgré les crises successives (Covid-19, guerre en Ukraine) et les tensions sociales croissantes, la trajectoire néolibérale française parvient à se maintenir à travers d'importantes turbulences. Les gouvernements Macron ont orchestré cette continuité chaotique en combinant réformes libérales structurelles et mesures ponctuelles de soutien au pouvoir d'achat. Ce soutien à l'activité et aux ménages a pu apparaître momentanément comme un revirement politique. Il s'agissait toutefois davantage d'adaptations conjoncturelles qui ont révélé les contradictions d'un projet social-libéral cherchant à articuler libéralisme économique et progressisme sociétal. La parenthèse du "quoi qu'il en coûte" pendant la pandémie, puis les boucliers tarifaires face à la crise énergétique, n'ont pas fondamentalement remis en cause l'orientation néolibérale. Ces mesures ont certes un peu permis de protéger les plus fragiles - le traumatisme des Gilets Jaunes restant probablement à l'esprit - mais sans transformer la logique du régime.

Cette résilience s'enracine dans les transformations structurelles du régime financiarisé français. En particulier les effets produits par la désindustrialisation, autant par ses aspects géographiques que sociaux, puis politiques. L'analyse révèle ainsi comment les inégalités immobilières sont devenues un mécanisme central de stratification sociale, créant une fracture entre propriétaires-rentiers, locataires précaires voire propriétaires pauvres qui traverse les clivages politiques traditionnels. Cette segmentation territoriale et sociale alimente cette « archipellisation » de la société française : la formation d'îlots sociaux homogènes qui limitent les interactions entre groupes sociaux et renforcent les identités de repli dans une logique de solidarité mécanique.

La fragmentation des oppositions constitue un autre pilier de cette résilience. Contrairement aux cycles antérieurs où les crises pouvaient parfois unifier les contestations, le régime financiarisé parvient à diviser pour mieux régner en orientant les frustrations vers des clivages secondaires - urbain/rural, jeunes/anciens, diplômés/non-diplômés - qui voilent les rapports de domination principaux. Cette fragmentation n'est pas le produit d'une stratégie consciente, mais résulte de la logique même du système : chaque acteur, en cherchant à accroître sa puissance et ses intérêts particuliers, produit comme externalité un renforcement des inégalités et des divisions sociales. Le bloc bourgeois maintient ainsi son hégémonie non par un plan délibéré, mais par les effets systémiques de la multiplication des fractures sociales, culturelles et territoriales.

Ainsi, pour analyser cette "résilience paradoxale", il nous a paru nécessaire d'étendre les approches classiques de la régulation (TR1, TR2) vers une Théorie de la Régulation elle aussi étendue (TR3) qui intègre la dimension politique des blocs dominants (néoréalisme d'Amable et Palombarini), la sociologie critique, et les apports de la philosophie spinoziste (Lordon). Les institutions, expression d'un statu quo socio-politique dominé par le bloc dominant actuel, fonctionnent comme des "machines à affects" qui transforment les désirs des dominés - désir de reconnaissance, d'autonomie, de singularité - en forces productives tout en empêchant leur agrégation politique.

Au-delà du cas français, cette résilience révèle un mécanisme systémique observable dans d'autres démocraties occidentales. La montée des groupes politiques en marge des échiquiers politiques s'accroît partout en Europe et au-delà. Les États-Unis de D. Trump ou l'Argentine de J. Milei en constituent d'autres exemples. Ces cas illustrent la dimension transnationale d'une crise démocratique qui, selon Mouffe (2018), résulterait du fonctionnement même du modèle néolibéral qui tente de naturaliser les faits sociaux

et de dépolitiser le politique en le rabattant sur une dimension exclusivement technocratique.

Cette analyse de la période 2017-2022 révèle la remarquable capacité d'adaptation du mode de régulation français face aux chocs. Cependant, cette résilience ne garantit pas la pérennité du système à long terme. L'accumulation de tensions sociales, écologiques et politiques, combinée à la dégradation des finances publiques et à la fragilisation des capacités productives, pourrait conduire à franchir un seuil critique. Dans une logique dialectique, les mêmes mécanismes qui consolident aujourd'hui l'hégémonie néolibérale pourraient demain franchir un seuil au-delà duquel le cadre institutionnel ne pourrait plus s'adapter.

Note sur l'assistance IA

Ce travail a bénéficié de l'assistance de Claude Sonnet 4 (Anthropic) pour la structuration et l'organisation du texte. L'orientation théorique, la problématique, les hypothèses centrales, l'analyse empirique de la période 2017-2022 demeurent entièrement du ressort des auteurs. Les données, les interprétations et les conclusions sont le fruit de leur recherche autonome.

Bibliographie

- Aglietta M. et Brand T. (2019), *La monnaie entre dette et souveraineté*, Paris, Odile Jacob.
- Aglietta M. et Reberiou A. (2004), *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel.
- Aghion P. et Howitt P. (1998), *Endogenous Growth Theory*, Cambridge, MIT Press.
- Amable B. et Palombarini S. (2005), *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir.
- Amable B. et Palombarini S. (2018), *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir.
- Amable B. et Palombarini S. (2022), « Les crises politiques du capitalisme contemporain », *Revue de la régulation*, n° 31.
- Billaudot B. (2001), *Régulation et croissance. Une macroéconomie historique et institutionnelle*, Paris, L'Harmattan.
- Boltanski L. et Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu P. (1998), *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Boyer R. (2011), *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica.
- Boyer R. (2021), *La crise du Covid-19. Une analyse régulationniste*, Paris, La Découverte.
- Cagé J. et Piketty T. (2023), *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Paris, Seuil.
- Chesnais F. (dir.) (1994), *La mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux*, Paris, Syros.
- Chesnais F. (1997), *La mondialisation du capital*, Paris, Syros.

Clévenot M. (2008), « Les difficultés à nommer le nouveau régime de croissance », *Revue de la régulation*, n° 3/4.

Clévenot, M., & Saludjian, A. (2022). Economic policy debates in France since COVID-19: a lasting shift in macron's doctrine?. In *Economists and COVID-19: Ideas, Theories and Policies during the Pandemic* (pp. 67-86). Cham: Springer International Publishing.

Deneault A. (2016), *L'extrême centre ou le poison de la modération*, Montréal, Lux Éditeur.

Fisher M. (2009), *Capitalist Realism. Is There No Alternative?*, Winchester, Zero Books.

Fourquet J. (2019), *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil.

Galbraith J.K. (1967), *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1968.

Gordon R. (2016), *The Rise and Fall of American Growth*, Princeton, Princeton University Press.

Gramsci A. (1975), *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard.

Harvey D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.

Hein E. (2012), *The Macroeconomics of Finance-dominated Capitalism*, Cheltenham, Edward Elgar.

Honneth A. (1992), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

Kuznets S. (1955), « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, vol. 45, n° 1, p. 1-28.

Levitsky S. et Ziblatt D. (2018), *How Democracies Die*, New York, Crown.

Lipietz A. (1996), *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte.

Lordon F. (2013), *La société des affects*, Paris, Seuil.

Martuccelli D. (2010), *La société singulariste*, Paris, Armand Colin.

- Marx K. (1852), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, 1969.
- Mazier J., Clévenot M. et Duwicquet V. (2016), *Quand les crises reviennent*, Paris, Economica.
- Milanovic B. (2019), *Capitalisme, sans rival*, Paris, La Découverte.
- Mouffe C. (2018), *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel.
- OCDE (2019), *Perspectives de la productivité de l'OCDE 2019*, Paris, Éditions OCDE.
- Orléan A. (2011), *L'Empire de la valeur*, Paris, Seuil.
- Piketty T. (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.
- Polanyi K. (1944), *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- Streeck W. (2014), *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard.
- Svampa M. (2019), « Le populisme du XXI^e siècle », *Revue du MAUSS*, n° 54, p. 23-46.